



NAOMI KLEIN

Préface de Jade Lindgaard

LE CHOC DES UTOPIES

Porto Rico contre les capitalistes
du désastre

LUX

LE CHOC DES UTOPIES

NAOMI KLEIN

LE CHOC DES UTOPIES

Porto Rico contre les capitalistes du désastre

Traduit de l'anglais par Julien Besse

Préface de Jade Lindgaard



© Klein Lewis Productions, 2018

naomiklein.org

Titre original: *The Battle for Paradise: Puerto Rico Takes on the Disaster Capitalists*

© Lux Éditeur, 2019

www.luxediteur.com

Les droits d'auteur des versions anglaise, espagnole et française de ce livre sont directement versés à JunteGente. Pour plus d'information, voir: juntegente.org.

Conception graphique de la couverture: David Drummond

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2019

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN: 978-2-89596-289-2

ISBN (epub): 978-2-89596-754-5

ISBN (pdf): 978-2-89596-944-0

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada pour nos activités d'édition.

Préface

EN 2007, NAOMI KLEIN apporte une importante contribution à l'histoire de la mondialisation néolibérale avec son livre *La stratégie du choc* (Actes Sud, 2008). Elle y décrit comment un véritable « capitalisme du désastre » a vu le jour et profite des catastrophes pour privatiser des pans entiers d'activités d'intérêt général dans les sociétés brutalisées, que ce soit par la guerre, la récession, les attaques terroristes, ou les catastrophes naturelles. Elle y présente les cas de La Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina en 2005, des économies de l'océan Indien ravagées par le tsunami de 2004, de l'Irak après l'invasion anglo-américaine, de la Russie postsoviétique, etc. À l'époque de sa publication, l'enquête de la journaliste et militante canadienne est critiquée pour certaines approximations et ses montées en généralité parfois un peu rapides, mais la puissance d'interprétation qu'elle propose et la clarté de son propos emportent la conviction et, douze ans plus tard, l'idée que des banques, des compagnies d'assurances et

des promoteurs immobiliers profitent financièrement des chocs subis par les plus vulnérables s'est imposée.

Le choc des utopies prolonge cette étude avec un exemple édifiant : le cas de Porto Rico après le passage des ouragans Irma et Maria, en septembre 2017. Ce protectorat américain s'est vu privé d'électricité, de ports et de routes pendant des mois. L'immense majorité des habitant·e·s de l'île ont dû vivre sans eau courante et privé·e·s de vivres et d'autres biens de première nécessité. Un grand nombre d'entre elles et eux ont été forcé·e·s d'interrompre leur traitement médical, à cause de la pénurie de médicaments. Les récoltes ont été détruites. Le coût de la catastrophe a été estimé à deux milliards de dollars. Le nombre précis de morts provoquées par le passage de Maria à Porto Rico n'était toujours pas établi lors de la parution du reportage de Naomi Klein dans *The Intercept*. Il était surtout ridiculement sous-estimé, avec seulement 64 décès comptabilisés début 2017. Un an après, le bilan humain officiellement reconnu par Porto Rico atteint 2 975 victimes. Mais une étude réalisée par une équipe de chercheurs de l'université Harvard comptabilise plus de 4 645 décès. Le drame s'est prolongé par un démantèlement des services publics sur l'île caribéenne.

La succession d'événements rappelle les cas étudiés par Naomi Klein dans *La stratégie du choc* : une catastrophe naturelle dévaste un territoire et ces dégâts sont utilisés comme prétexte pour démanteler des infrastructures publiques essentielles. Mais dix ans après la

parution de ce livre, le contexte a complètement changé et, avec lui, la réception de l'analyse de Naomi Klein. Nous vivons désormais en pleine conscience et expérience des dérèglements du climat, de leurs effets irréversibles, et d'un constat effrayant : l'inaction des pouvoirs publics face à ce changement de monde. Même les gouvernements les plus volontaristes dans leur discours échouent à prendre les décisions nécessaires à une sortie des énergies fossiles ou à les mettre en œuvre. La consommation de charbon, de pétrole et de gaz est pourtant la principale cause des dérèglements climatiques. Tandis que de grandes puissances internationales – États-Unis, Brésil, Australie, Russie – portent à leur tête des dirigeants hostiles aux politiques de réduction des gaz à effet de serre. Plus personne ne doute sincèrement que les bouleversements en cours du système climatique vont augmenter l'intensité et la régularité des événements extrêmes (tremblements de terre, cyclones, inondations, etc.). Et pour les pays protégés par une localisation plus clémente les éloignant de la route des ouragans les plus féroces et des failles sismiques les plus actives, il devient nécessaire d'imaginer l'inimaginable : sécheresses sans précédents, disparition d'espèces animales autrefois communes, fonte de sommets que l'on croyait éternels. Tout le monde est vulnérable à l'heure des changements climatiques, et c'est la raison pour laquelle les épreuves subies par de petits territoires comme Porto Rico – où vivent un peu plus de trois millions de personnes – ne sont plus des

expériences mineures ou trop spécifiques pour être généralisées. Elles sont majeures, car elles préfigurent des situations qui vont se multiplier, se durcir et bouleverser les existences de millions de gens. Y compris au cœur du prétendu premier monde, ces pays occidentaux et industrialisés qui ne sont plus à l'abri de bouleversements destructeurs.

Porto Rico est, de ce point de vue, un terrible révélateur des inégalités internes aux pays riches : territoire appartenant aux États-Unis sans être formellement un État américain, ses habitant·e·s ne peuvent pas voter aux élections présidentielles et législatives, mais bénéficient de la citoyenneté américaine. Elles et ils contribuent à la sécurité sociale et au système d'assurance de santé pour les plus âgé·e·s (Medicare), mais n'ont pourtant reçu l'aide du bateau-hôpital USNS *Comfort* que tardivement et trop brièvement. Donald Trump s'est bien rendu sur l'île après le passage de Maria, mais pour se féliciter de l'efficacité de son administration et lancer des rouleaux de papier absorbant à la foule rassemblée dans un centre humanitaire de San Juan, la capitale de l'île, comme on jette de la nourriture à des animaux. Ces images qui ont fait le tour du monde illustrent on ne peut mieux l'insensibilité du président américain. Face à un État défaillant, des réseaux de solidarité internationale, des brigades de justice climatique et des mobilisations associatives et humanitaires sont, elles, venues en aide aux sinistrés. En 2005, les catastrophes provoquées par l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans ont été un

coup de semonce pour celles et ceux qui découvriraient alors l'ampleur des inégalités et du racisme environnemental aux États-Unis. La population noire et pauvre de la ville a été littéralement abandonnée des jours durant par l'administration de George W. Bush. Des années plus tard, la ville de Louisiane s'est reconstruite sans laisser de place à ses ancien·ne·s habitant·e·s les plus vulnérables.

C'est là que le reportage de Naomi Klein sur Porto Rico devient une contribution très instructive pour le contexte français. Il nous interroge sur l'indifférence que suscitent en métropole les catastrophes qui déferlent sur les écosystèmes ultramarins. Les ouragans frappent les territoires français des Caraïbes avec une régularité de métronome, mais n'attirent l'attention des médias métropolitains que pendant quelques heures – tandis que les scènes, souvent fantasmées, de pillages structurent le débat public pendant de longues journées. Et ces événements climatiques extrêmes ne sont pas les seules catastrophes qui s'abattent sur les Antilles : la pollution des sargasses, ces algues brunes qui prolifèrent sur les plages de Guadeloupe et de Martinique et qui dégagent de l'hydrogène sulfuré et de l'ammoniac, des gaz toxiques et des odeurs insupportables. L'État promet des renforts, mais agit peu et beaucoup trop lentement sur place pour prévenir les dommages. Les habitant·e·s en retirent un sentiment d'abandon non démenti à ce jour par l'action des pouvoirs publics. Surtout, on peine à trouver en métropole la moindre

trace de mobilisations d'alertes et de solidarités pour les victimes de ce sinistre, qui est certes moins dévastateur que l'ouragan Maria, mais qui, à l'échelle des sites affectés, bouleverse des modes de vie, des activités économiques et des paysages. Alors que les marées noires sur les plages de Bretagne ou du Var mettent en branle des foules de volontaires venu·e·s nettoyer les souillures d'hydrocarbures, aucun mot d'ordre de ce type n'a circulé en métropole pour nettoyer les plages antillaises. La distance géographique n'explique pas tout. Les îles françaises des Caraïbes semblent emprisonnées dans une extériorité qui permet aux métropolitain·e·s pourtant friand·e·s de vacances au soleil dans ces paysages souvent décrits comme paradisiaques de ne pas se soucier de celles et ceux qui y vivent toute l'année.

C'est tout l'inverse de ce qui s'est passé à Porto Rico, où des brigades de justice climatique, formées selon le modèle des brigades de solidarité internationale, se sont organisées pour venir en aide aux habitant·e·s de l'île et contribuer à sa reconstruction. L'image que nous renvoie le miroir du reportage de Naomi Klein n'est pas à notre honneur. Le déni métropolitain empreint d'égoïsme néocolonial a nourri un autre scandale sanitaire et humain d'une gravité extrême : l'usage pendant des décennies du chlordécone, ce pesticide ultratoxique utilisé dans les bananeraies de Martinique et de Guadeloupe, et qui a contaminé les terres et les corps des habitant·e·s pour des siècles. Recherche et médecine n'ont pas fini d'étudier les ravages de cette pollution

massive et moralement inacceptable – ce perturbateur endocrinien toxique fut utilisé en France des années après son interdiction aux États-Unis et son classement comme cancérigène possible par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Quelques jours avant le passage de l'ouragan Maria, un autre ouragan frappait la Caraïbe, en particulier les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy – tuant 11 personnes (134 au total dans l'ensemble de la Caraïbe) et causant plus de 3 milliards de dollars de dégâts. Pendant plusieurs jours, des territoires français furent privés d'eau potable et d'électricité. Plus des deux tiers des bâtiments y furent détruits. La réponse des autorités a été trop lente, et largement insuffisante, poussant les habitant·e·s à s'auto-organiser. Quitte à se servir là où les biens de première nécessité étaient disponibles : depuis la métropole, la plupart des médias ont décrit des scènes de pillage, analysant les opérations de secours au prisme du maintien de l'ordre, plutôt que de penser la manière dont des habitant·e·s s'organisent pour faire face. Des mois après le passage de l'ouragan Irma, des personnes vivaient encore dans les décombres. Six mois plus tard, de nombreuses familles n'étaient toujours pas relogées. Plus de la moitié de la population n'était pas assurée et a tout perdu¹. Des travaux promis

1. Alexandre Fache, « Un an après Irma. Les larmes de Saint-Martin coulent encore », *L'Humanité*, 14 septembre 2018, www.humanite.fr/un-apres-irma-les-larmes-de-saint-martin-coulent-encore-660679.

par la collectivité de Saint-Martin, qui gère le territoire depuis 2007, n'ont pas été réalisés.

L'autre enseignement majeur que nous pouvons en tirer concerne la notion d'effondrement. Diffusé au grand public par l'historien américain Jared Diamond avec son livre *Effondrement* (Gallimard, 2006), l'idée que les sociétés occidentales sont périssables et pourraient disparaître brutalement, comme d'autres avant elles, a été popularisée en France notamment par Pablo Servigne et Raphaël Stevens avec leur ouvrage *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil, 2015). Ils y expliquent que les pays industrialisés vont connaître une crise brutale causée par les dérèglements du climat, la destruction de la biodiversité et la chute des rendements agricoles, engendrant un cycle de violences au cours duquel de nombreuses personnes perdront la vie. Naomi Klein ne fait pas référence au concept d'effondrement – qui semble recevoir moins d'échos dans la sphère américaine que dans l'espace français. Mais ce qu'elle décrit du calvaire de Porto Rico après l'ouragan Maria y ressemble: un pays dépendant à 85 % des importations pour se nourrir et presque entièrement d'hydrocarbures étrangers pour s'approvisionner en énergie se retrouve privé de tout, d'un coup. Il reçoit une aide tardive, lacunaire et parfois caricaturalement inadaptée (les fameux colis de bonbons Skittles, viande reconstituée et gâteaux apéritifs). Il voit déferler sur son territoire des investisseurs et entrepreneurs étrangers hyper-riches, venus faire leurs emplettes en rachetant des lambeaux de

services publics pour les transformer en services marchands. Le tout à coups d'exemptions fiscales et de discours hallucinés sur les possibilités de rentabilité offertes par ce marché florissant du désastre. Le pire, dans cette expérience de la catastrophe, explique une militante citée par Naomi Klein, c'est l'impuissance et le désespoir qui naissent de l'incapacité à empêcher la vente de vos ressources communes parce que vous êtes trop occupé-e à essayer de survivre.

Il est important de lire ce récit, car pensée depuis un pays encore riche et protégé des aléas les plus extrêmes, la crainte de l'effondrement est la marque d'un privilège. C'est ce qu'on redoute lorsque l'on a tout, ou en tout cas beaucoup de choses à perdre. Se préparer à l'effondrement quand on vit en ville ou dans une campagne occidentale, cela peut facilement devenir apprendre à se défendre contre les autres, celles et ceux qui menaceraient vos ressources au cas où surviendrait un désastre. C'est se préparer pour la catastrophe qui viendra peut-être. Dans un moment de forte xénophobie et de repli nationaliste, cela peut engendrer les sentiments les plus égoïstes et claniques. Une nouvelle forme de chacun pour son foyer et pour soi.

Or, c'est un tout autre récit que nous livre Naomi Klein. Oui, il y a bien ces financiers déterritorialisés, attirés par l'odeur du sang et du profit, à la conquête d'une « Portopie » fantasmée. Mais il y a aussi, et elle y consacre une grande part de son récit, les réseaux de solidarités locales qui nourrissent de puissants mécanismes

d'autodéfense. Cuisines communautaires, campagnes de financement, collectes et distribution de vivres, nettoyages de rues, reconstructions d'écoles, partage de savoirs et soutien émotionnel. Un centre alternatif d'écologie, la Casa Pueblo, devient un site névralgique de distribution d'aide alimentaire et de matériel, car lui seul dispose encore d'électricité grâce à ses panneaux photovoltaïques. Alors que les bananeraies destinées à l'exportation sont jetées au sol par la tempête, les cultures vernaculaires de patates douces, d'ignames et de manioc, qui poussent sous le sol, survivent à l'ouragan. Cela démontre que l'auto-organisation locale et solidaire marche quand le cadre collectif s'est effondré. Mais aussi cela suppose qu'en amont ces réseaux d'entraide et de partage des savoirs aient été constitués. Que des horizons de justice sociale aient nourri et innervé des pratiques écologistes de culture vivrière et de sobriété énergétique. Que l'on ait eu une approche généreuse, fondée sur l'entraide, de l'adaptation à notre vulnérabilité au changement climatique. En découle un dernier enseignement : l'importance cruciale des liens tissés avec son territoire. Les habitant-e-s de Porto Rico ont le courage et l'énergie de se défendre contre le désastre de l'ouragan et des rapaces capitalistes qui l'accompagnent, parce qu'elles et ils sont attaché-e-s à leurs terres, leur histoire, leurs cultures. C'est ce rapport vital au milieu de vie qui les rend légitimes et puissants. La juriste Sarah Vanuxem (*La propriété de la terre*, Wildproject, 2018) propose de définir la propriété foncière comme la faculté

d'habiter un lieu. Les Portoricain·e·s rencontré·e·s par Naomi Klein habitent leur île. Leur histoire soulève une question essentielle : pour qui et par qui sont fabriqués les territoires ? À qui appartient Porto Rico : à ses habitant·e·s ou aux investisseurs extérieurs qui veulent en tirer profit ?

C'est la question terrible à laquelle se heurtent les victimes d'accaparement de terres. En France, ce processus d'appropriation foncière passe souvent par l'agrandissement des exploitations agricoles déjà existantes, qui s'étendent à n'en plus finir pour toucher toujours plus d'aides et emprunter plus de fonds, privant les jeunes paysan·ne·s d'accès à la terre. Une des lignes de front les plus vivantes et significatives sur le territoire national concerne la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Certes, les squatteur·e·s et au moins une ferme historique qui s'y sont battu·e·s pendant des années pour empêcher que ne s'y construise un aéroport en plein bocage, sur une zone humide, havre de biodiversité, ont choisi de s'y installer. Contrairement aux habitant·e·s de Porto Rico ou de Saint-Martin, ce fut leur décision de prendre racine sur ce territoire menacé par le bétonnage. Mais elles et ils se retrouvent désormais en butte aux convoitises du monde agricole qui souhaite cultiver et utiliser les hectares réchappés du bétonnage depuis l'abandon du projet d'infrastructure par le gouvernement français en janvier 2018.

À qui appartiennent les terres de la ZAD : aux agricultrices et agriculteurs qui avaient accepté d'être

indemnisé·e·s en échange de leur expropriation et veulent y revenir pour toucher des aides européennes ? Ou à celles et ceux qui les ont défendues ?

À qui appartient le triangle de Gonesse, dans le Val d'Oise, à proximité de l'aéroport de Roissy, au nord de Paris : aux habitant·e·s d'Île-de-France qui veulent y cultiver la terre et créer une ceinture alimentaire, ou à la multinationale Auchan et au groupe chinois Wanda qui veulent y tester de nouvelles formes de commerce en bétonnant 80 hectares de terres ? Nul ouragan n'a dévasté ces terres fertiles, longtemps considérées comme le grenier de Paris, mais la désindustrialisation, l'absence d'investissements dans les services publics de base, les images médiatiques stigmatisantes, les violences policières, le sentiment de ne pas avoir droit à la justice ont créé un profond sentiment d'abandon. Dans ce contexte, la promesse d'un investissement de plus de trois milliards d'euros pour construire un quartier de boutiques et de bureaux peut apparaître comme une offre qui ne peut se refuser. C'est une autre forme de capitalisme du désastre.

L'effondrement n'est pas seulement un avenir possible pour notre société de pays riche. C'est une réalité aujourd'hui pour des millions de personnes dans le monde : habitant·e·s de Syrie, du Yémen, du Sahel, descendant·e·s de l'esclavage et de la colonisation européenne de l'Amérique. Habitant·e·s de Porto Rico. On ne peut penser ces expériences et agir pour les contrer qu'en luttant contre les inégalités économiques, sociales,

raciales, néocoloniales qui éloignent les pays pauvres des pays riches. Dans cette perspective, le livre de Naomi Klein est une nécessaire piqûre de rappel sur l'importance de l'enjeu de la justice climatique, au sens politique du terme: lier réduction des gaz à effet de serre et redistribution des revenus, adaptation aux dérèglements du climat et engagements nés de la dette écologique des pays riches envers les États pauvres. Cette exigence n'est plus négociable: c'est là que se joue le choc des utopies. Celui qui oppose celles et ceux qui œuvrent à la destruction du monde, à celles et ceux qui luttent pour le rendre plus vivable, plus juste et plus partagé.

Jade LINDGAARD

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION

« FUTUR PROCHE »

- Atossa Araxia Abrahamian, *Citoyennetés à vendre. Enquête sur le marché international des passeports*
- Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), *Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*
- Franco « Bifo » Berardi, *Tueries. Forcenés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu*
- Gaétan Breton, *La dette. Règlement de comptes*
- Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste*
- Gaétan Breton, *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*
- Jean Bricmont, *L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, doit du plus fort ?*
- Pierre-Luc Brisson, *L'âge des démagogues. Entretiens avec Chris Hedges*
- Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir*
- Noam Chomsky, *Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e siècle*
- Noam Chomsky, *L'optimisme contre le désespoir. Entretiens avec C.J. Polychroniou*
- Noam Chomsky, *Qui mène le monde ?*
- Gabriella Coleman, *Anonymous. Hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte*
- Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*
- Chris Hedges, *L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*
- Chris Hedges, *La mort de l'élite progressiste*
- Edward S. Herman et David Peterson, *Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres*
- Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), *Dépossession : une histoire économique du Québec contemporain. Tome 1 : les ressources*
- Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*
- Naomi Klein, *Dire non ne suffit plus. Contre la stratégie du choc de Trump*
- Naomi Klein, *No logo. La tyrannie des marques*

- Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*
- Andrea Langlois et Frédéric Dubois (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*
- Linda McQuaig, *Les milliardaires. Comment les ultra-riches nuisent à l'économie*
- Luc Rabouin, *Démocratiser la ville. Le budget participatif: de Porto Alegre à Montréal*
- Sherene H. Razack, *La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l'espace politique*
- Jeremy Scahill et l'équipe de *The Intercept*, *La machine à tuer. La guerre des drones*
- Jeremy Scahill, *Le nouvel art de la guerre. Dirty Wars*
- Tom Slee, *Ce qui est à toi est à moi. Contre Airbnb, Uber et autres avatars de l'« économie du partage »*
- Nick Srnicek, *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*
- Astra Taylor, *Démocratie.com. Pouvoir, culture et résistance à l'ère des géants de la Silicon Valley*
- Lesley W. Wood, *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN
JANVIER 2019 SUR LES PRESSES DES
ATELIERS DE L'IMPRIMERIE GAUVIN
POUR LE COMPTE DE LUX, ÉDITEUR À
L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR DE
LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

La mise en page est de Claude BERGERON

La révision du texte est de Colette ST-HILAIRE

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal, Qc H2J 4E1

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion
En Europe : Harmonia Mundi

Imprimé au Québec

Dans les décombres laissés par les tempêtes meurtrières de 2017, les habitants de Porto Rico rebâtissent leur monde et se mesurent à de puissants adversaires dans une lutte pour l'avenir : pour qui reconstruira-t-on l'île ? Pour ceux qui y vivent ou pour ceux qui veulent y faire fortune ?

Après un désastre écologique comme ceux qui promettent de frapper partout et de plus en plus souvent, deux visions du monde s'affrontent : celle d'ultrariches libertariens, déterminés à transformer l'île en un paradis où ils pourraient vivre à l'abri des tumultes d'un monde dont ils ont su tirer profit, et celle d'une population déterminée à reconstruire ses communautés autrement, pour mieux vivre ensemble, et mieux vivre dans le monde.

Naomi Klein reprend ici la grille d'analyse de *La stratégie du choc* pour décrire le pillage en cours, mais elle raconte surtout l'histoire de femmes et d'hommes qui s'organisent pour subvenir à leurs besoins et pour bâtir une société durable et démocratique.

Naomi Klein est une journaliste canadienne, auteure de *No logo. La tyrannie des marques* (2001), *La stratégie du choc. Montée d'un capitalisme du désastre* (2008) et *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* (2015). Elle écrit pour *The Nation*, mais aussi pour *The Guardian*, *The New York Times* et *The London Review of Books*. Elle est correspondante principale de *The Intercept*, membre du conseil d'administration de 350.org, une organisation citoyenne qui lutte contre la crise climatique, et a été nommée titulaire de la chaire Gloria Steinem de la Rutgers University.